

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 29/01/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEROY MERLIN FRANCE SA

rue Chanzy
59260 Lezennes

Références : 0007206231/2026/39

Code AIOT : 0007206231

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2025 dans l'établissement LEROY MERLIN FRANCE SA implanté ZAC Beaulieu 17138 Puilboreau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La loi Anti-gaspillage, qui s'inscrit dans la lutte contre le gaspillage et le développement de l'économie circulaire, prévoit la mise en place d'une nouvelle filière REP (Responsabilité élargie du producteur) pour les produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB). La création de cette filière a pour objectif notamment de réduire les dépôts sauvages en améliorant la collecte par la reprise sans frais des déchets triés, la densification du maillage des points de collecte et l'amélioration de la traçabilité. Les distributeurs de produits de construction, ayant une surface de vente supérieure à 4000 m², doivent proposer un service de reprise sans frais des déchets triés. Cette reprise peut se faire sur le site du distributeur ou à proximité immédiate, sans condition d'achat. L'extension du réseau de collecte des déchets du bâtiment doit permettre de mieux

couvrir les besoins sur le territoire, offrant plus de points d'accès aux acteurs concernés.

L'inspection menée sur le site de Leroy Merlin à Puilboreau(17) s'inscrit dans cette démarche de suivi et de mise en œuvre de la reprise sans frais des déchets de produits et matériaux de construction par les distributeurs. Elle a deux objectifs principaux :

- Obtenir une première évaluation sur le terrain concernant la mise en œuvre effective de la reprise sans frais par les distributeurs.
- Sensibiliser les acteurs du secteur à leurs obligations légales en matière de gestion des déchets issus du bâtiment et à la bonne application de cette filière REP.

Cette inspection vise à s'assurer que les obligations légales sont respectées et que les distributeurs contribuent activement à l'objectif global de réduction des déchets et à la promotion de l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEROY MERLIN FRANCE SA
- ZAC Beaulieu 17138 Puilboreau
- Code AIOT : 0007206231
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les distributeurs de matériaux de construction, comme Leroy Merlin, sont soumis à l'obligation de reprendre les déchets triés issus de leurs produits et matériaux de construction. L'inspection a consisté à vérifier les dispositions mises en œuvre par ce distributeur pour respecter l'obligation de reprise des déchets issus de PMCB.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Reprise distributeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Obligation de reprise par les distributeurs	Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente	Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163	Sans objet
3	Tri des déchets (tri 6/8 flux)	Code de l'environnement du 01/09/2024, article D. 543-281	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une seule non conformité concernant l'absence de conventions avec des

opérateurs externes situé à moins de 5 kilomètres habilités à collecter certains déchets du secteur de la construction non pris en charge sur le site de Puilboreau (ex: laine de verre). Ces conventions font l'objet d'une réflexion au niveau national au sein de Leroy Merlin.

Le distributeur est encouragé à améliorer la communication auprès des clients concernant les conditions de reprise des déchets de produits ou matériaux de construction, afin de rendre cette information plus claire, visible et facilement accessible à tous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de reprise par les distributeurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2024, article L. 541-10-8
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB)
Prescription contrôlée : [...] II. Afin d'améliorer la collecte des produits relevant du régime de responsabilité élargie du producteur, lorsque le distributeur dispose d'une surface de vente qui est consacrée à une même catégorie de produits relevant d'un régime de responsabilité élargie du producteur, il peut être fait obligation au distributeur de reprendre sans frais et sans obligation d'achat les déchets issus des produits de même type.
Constats : Lors de la visite effectuée sur le site de Leroy Merlin à Puilboreau (17), il a été constaté que : <ol style="list-style-type: none">1. La reprise des déchets issus des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment est assurée gratuitement et sans condition d'achat.2. Des bacs et bennes dédiés sont mis à disposition pour la collecte des flux suivants :<ul style="list-style-type: none">◦ Gravats◦ Plâtre◦ Huisserie vitrée◦ Bois◦ Plastiques rigides◦ Métaux◦ Mobilier◦ Peintures de solvants◦ Déchets industriels banals (DIB) <p>Rappel réglementaire Conformément à l'article L. 541-10-2 du Code de l'environnement, tout distributeur est tenu de reprendre gratuitement l'ensemble des déchets issus des produits de même type qu'il met sur le marché. Si le distributeur ne peut pas assurer directement la collecte de certains flux (par exemple les matériaux isolants), il doit préalablement conclure une convention écrite avec l'installation de traitement ou de valorisation concernée afin de transférer formellement son obligation de reprise. À défaut de convention, la responsabilité de la reprise demeure entière pour le distributeur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>=> L'établissement doit transmettre les copies des conventions écrites conclues avec chacune des installations de traitement ou de valorisation destinataires des flux non collectés sur votre site (en particulier pour les matériaux isolants).</p> <p>=> L'établissement doit préciser les modalités mises en œuvre pour informer les apporteurs de déchets du secteur du bâtiment notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • supports et canaux de communication utilisés (affiches, site web, newsletter, etc.) ; • liste et coordonnées des points de collecte alternatifs où ils peuvent déposer les déchets non repris à Puilboreau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Informations sur les conditions de reprise dans le lieu de vente

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2024, article R. 541-163
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de produits et matériaux de construction du bâtiment (PMCB)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'utilisateur final est informé dans le lieu de vente des conditions de reprise mises à sa disposition de manière visible, lisible et facilement accessible, et avant que la vente ne soit conclue.</p> <p>Lorsque la reprise des produits ou matériaux mentionnés au g de l'article R. 541-160 s'effectue dans les installations mentionnées au II de l'article R. 541-161, l'information de l'utilisateur final comprend les nom, adresse, coordonnées et horaires d'ouverture de chacune de ces installations ainsi que les catégories d'utilisateurs pouvant y être accueillies.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'une fiche d'information apposée coté droit de l'entrée principale au niveau du service retrait de marchandise.</p> <p>Celle-ci précise les typologies de déchets acceptés sur le point de reprise ainsi que les modalités de dépôts.</p> <p>Il n'existe pas d'autre affichage lisible, visible et facilement accessible au niveau du lieu de vente, informant les clients des conditions de reprise des déchets.</p> <p>L'information peut être retrouvée sur le site internet du distributeur, mais elle doit être recherchée et n'est pas facilement accessible.</p> <p>Le distributeur pourrait améliorer l'information du public quant aux conditions de reprise de ces déchets afin de la rendre plus lisible, visible et facilement accessible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Tri des déchets (tri 6/8 flux)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/09/2024, article D. 543-281
Thème(s) : Actions nationales 2025, PMCB tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
Prescription contrôlée : Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets. Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets. [...]
Constats : Le tri des déchets (déchet dit "6/8 flux") est effectué sur site. L'inspection a constaté la présence des bacs de collecte suivants : Les déchets de papier, métal, plastique, verre, bois et fraction minérale ne sont pas mélangés aux autres déchets. Les déchets de plâtre sont triés séparément de tous les autres déchets.
Type de suites proposées : Sans suite